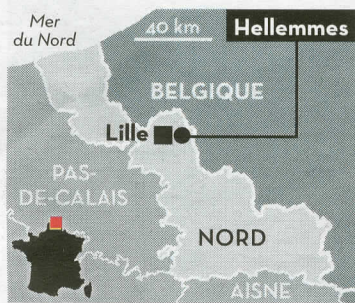


Campements démantelés à Lille: les Roms chassés, leurs animaux relogés

Les personnes évacuées le 9 août vivent dans des conditions encore plus précaires qu'avant.



Par **STÉPHANIE MAURICE**
Correspondante à Lille
Photo **OLIVIER TOURON**.
FEDEPHOTO

Ce n'est pas très loin du tout neuf Grand Stade de Lille, fierté de la maire socialiste Martine Aubry. Un bosquet au bord d'un champ, que rien n'indique à part un sentier dans les herbes. Les dix tentes qui s'y trouvent sont invisibles depuis le boulevard. Les rabats sont relevés, laissant voir les matelas aux couvertures bien tirées. Peu d'affaires personnelles: les Roms qui vivent ici depuis deux semaines n'ont eu le temps de prendre que l'essentiel. Ils ont été expulsés du campement d'Hellemmes le 9 août, à 6 heures. Ils vivaient à 150 sur cette friche de 10 hectares en face de l'école d'architecture, certains depuis plus de deux ans. Les Roms imitent les cris des CRS: «Police! Dégage, dégage!» Ils sont une trentaine, la moitié sont des enfants. Pas d'eau potable. Des toilettes sèches ont été improvisées. Des bénévoles font de leur mieux pour les aider, apportent des bouteilles d'eau minérale, des fruits, mesurent la taille des chaussures qui manquent pour deux petites filles aux pieds nus.

CHALETs. Avant son expulsion, le groupe vivait dans les cabanes construites grâce à l'Atelier solidaire, fondé par des étudiants en architecture. «C'était en mai 2010. On organisait deux fois par an une fête sur la friche. C'était dégueulasse, on était là pour nettoyer, et c'est comme ça qu'on a rencontré les Roms qui s'étaient installés là. Ils nous ont aidés», se souvient Yann Lafolie, président de l'association. Puis arriva août 2010 et le discours de Grenoble de Nicolas Sarkozy, durcissant la lutte contre l'immigration illégale et les expulsions massives. Pour les étudiants, c'était l'occasion de mettre leurs cours en pratique en construisant six petits chalets en bois. Le projet a pris de l'ampleur. Un jardin partagé a vu le jour, avec potagers pour les habitants du quartier et les Roms. Des



Dans le campement de fortune établi près du Grand Stade, mardi. La moitié des 30 personnes qui se sont réfugiées là sont des enfants.

chèvres, des poules pondeuses, un cochon y ont été installés. «Plus aucun enfant des chalets n'allait mendier car ils étaient scolarisés, on prévoyait un atelier d'alphabetisation pour les adultes. La Fondation de

France était prête à nous aider», se désole Yann Lafolie, qui voit dans l'expulsion un «gâchis». Les cabanes ont été démontées par les services de la communauté urbaine de Lille, et les bêtes prises en charge par la Ligue de protection des animaux. «Eux, ils ont eu tout de suite un toit», ironise une bénévole de l'Atelier solidaire. Au contraire des familles, dont certaines avec des enfants en bas âge.

D'autres campements tout aussi précaires que celui qui accueille désormais le groupe sont disséminés dans la métropole lilloise, sur un terrain prêté par l'évêché ou près d'une voie ferrée. Les associations ne les connaissent pas tous: certaines familles ont choisi la discrétion en attendant que l'orage passe. Martine Aubry n'apprécie guère la situation. Certes, la «grande chef de Lille», comme l'appellent les Roms, avait demandé l'expulsion de la friche. Une décision qu'elle assume, à cause de tensions avec le voisinage. «Nous ne pouvons pas accepter que les populations autour payent le

prix fort pour leur présence», a-t-elle martelé lundi. A Hellemmes, le collectif la Voie perdue, créé par un des voisins, tenait un blog recensant les nuisances. Principalement, le brûlage des câbles électriques pour récupérer le cuivre – ce qui provoque d'épaisses fumées noires – et les sonos à fond la caisse. Y avait-il urgence à agir? L'évacuation est intervenue juste après le discours musclé du ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, sur les Roms. Aubry soutient le gouvernement, le démantèlement était im-

pératif: «Rappelons qu'un monsieur a tiré sur les Roms un soir», a-t-elle justifié. L'argument laisse sceptique le collectif Solidarité Roms, qui y voit une dramatisation inutile. Les tirs en l'air provenaient d'un pistolet d'alarme.

FOURRIÈRE. A en croire Martine Aubry, légèrement gênée aux entournures, son seul point de désaccord avec Valls porterait sur la manière de faire: «Cette évacuation d'urgence s'est passée dans des conditions qui ne nous satisfont pas.» La

première secrétaire du PS tacle les services de l'Etat, qui n'auraient pas prévu de terrain où réinstaller les familles en dehors de la métropole lilloise. Ce qui devrait être fait dans les prochains jours, a-t-elle promis, avec aménagement minimum, sanitaires et bennes à ordures vidées régulièrement. Encore faudrait-il que les Roms puissent se loger. Les caravanes impossibles à déplacer ou celles sans papiers ont été placées à la fourrière. Avec toutes les affaires à l'intérieur.

La préfecture indique ne pas avoir connaissance «de difficultés concernant la reprise d'effets personnels ou papiers administratifs dans les véhicules saisis». Samir a pourtant tout perdu. Sa caravane de récup n'était pas en règle, il n'a même pas essayé de négocier sa reprise. Sa femme explique, par gestes, qu'elle n'a plus que les vêtements qu'elle porte sur elle. Ils dorment tous les trois, avec leur petite de 7 ans, dans leur voiture. Samir, bac +3 en informatique décroché en Roumanie, vit, comme tous les autres, de la ferraille, des machines à laver ramassées dans la rue. Mais il est fatigué de la France et envisage de passer en Angleterre. Via les jungles de Calais, comme les Soudanais ou les Afghans, lui qui est citoyen européen. ◆

LES CONTRAINTES SUR L'EMPLOI ALLÉGÉES

Jean-Marc Ayrault a affirmé hier, à l'issue d'une réunion interministérielle, le principe d'un assouplissement des mesures transitoires qui pénalisent lourdement les Roms vivant en France dans leur quête d'emploi (*Libération* d'hier). La taxe de 700 euros que tout employeur souhaitant embaucher un Rom doit verser à l'Office française de l'immigration et de l'intégration sera supprimée, et la liste des métiers leur étant accessibles élargie. Tout en appuyant la ligne de fermeté et de respect des décisions de justice sur les démantèlements de camps défendue tout l'été par le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre a insisté sur le besoin d'aller vite en matière d'intégration par l'emploi. Une instance de suivi, à laquelle sera convié le collectif Romeurope, veillera à la mise en place de ces mesures. Jean-Marc Ayrault a aussi expliqué que le sort des Roms sera «un dossier interministériel porté par Matignon». Manuel Valls pour l'Intérieur, mais aussi Cécile Duflot (Logement) et Michel Sapin (Emploi) seront concernés. **F.Ta.**